

L'Édition *saqueud'in* ne se fait guère d'illusions sur les lendemains qui chantent : d'une part nos ennemis – flics, État et patrons en tête – cauchemardisent toujours plus nos vies ; de l'autre, les militants, toutes chapelles confondues, nous filent la nausée.

Reste l'*émeute*. Elle, qui nous a parfois donné l'occasion de nous sentir réellement vivant : en laissant éclater notre rage dans l'explosion de l'affrontement, par les complicités vécues sur le champ de bataille, par le sentiment de revanche quand la rue nous appartient, par la joie des pillages et des bûchers, par la peur sur le visage du flic avant que nos pavasses lui éclatent à la gueule, et quand dans ce chaos salvateur l'on entrevoit, en transe, la fin de ce vieux monde.

Alors saqueud'in cousin !!!



## POSTFACE A LA RÉÉDITION CASTILLANE DE

***C'EST DE LA RACAILLE ?  
EH BIEN, J'EN SUIS !***



ÉDITIONS SAQUEUD 1

*C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis !* est sorti au printemps 2006 chez L'échappée. Outre les publications grecques, espagnoles et italiennes citées dans le texte, une réédition française est prévue en début d'année prochaine chez Agone.

L'auteur de *La racaille...* n'est ni sociologue ni journaliste. Son livre, aux propos incisifs, replace les événements de l'automne 2005 dans le contexte d'une désintégration sociale et d'un renforcement de l'Etat-Léviathan. Il met également en évidence ce qui a fait la force de cette révolte quand des centaines de groupes se sont organisés pour s'affronter avec l'Etat. Sans mot d'ordre, mais en frappant juste ; sans délégation ni organe de liaison, mais communiquant entre eux à travers leurs actes ; une partie de la jeunesse pauvre du pays s'est identifiée à un sort commun et a fait preuve de solidarité loin de toute prose idéologique.

Sans discours moralisant ou victimisant, l'auteur s'adresse d'égal à égal aux révoltés des banlieues pauvres.

### **LA RÉVOLTE FAIT RAGE,**

**la guérilla urbaine s'est installée dans tous nos quartiers.**

**L'injustice sociale et la violence quotidienne, en sont les causes : discrimination, marginalisation, conditions de vie insupportables.**

**Il est aujourd'hui trop tard pour les grands ducs, d'adopter de nouvelles mesures, pour établir des conditions de vie supportables dans nos quartiers, qui de toute façon n'ont jamais été vivables et ne le seront jamais.**

**Nous ne voulons plus de dialogue avec le gouvernement, nos pères, nos familles, ont suffisamment été abusés par les discours.**

**Le dialogue est définitivement rompu, n'envisagez plus de nous endormir.**

### **NE COMPTEZ PLUS NOUS MANIPULER,**

**ceci même malgré l'utilisation d'Imams et portes-paroles que vous instrumentalisez, que vous poussez à diffuser des appels au calme.**

**Nous n'avons aucune arme de destruction massive, juste quelques canettes explosives, pas de bombardiers, juste nos poches, mais tremblez petits barons de Neuilly, nous sommes à vos portes et organisons l'attaque de vos centres-ville. La lutte qui s'engage sera longue, et notre combat juste. La société nous a créés, cela prouve que cette civilisation court à sa perte.**

**Nous n'avons plus rien à perdre, nous préférons mourir dans le sang, que dans le caca .**

**Des combattants émeutiers du 93**

Au plus fort de la révolte de décembre 2008 en Grèce, une « association des immigrés albanais » affirme dans une déclaration : « Pour nous, les immigrés organisés politiquement, il s'agit d'un second Novembre 2005 français... D'une métropole à l'autre, une complicité s'établit, invisible et horizontale.

En France, l'automne 2005 est toujours présent dans les mémoires. Une culture de la rébellion s'est enracinée dans les banlieues de la République et les techniques de récupération qui avaient pu fonctionner dans les années 1980 sont épuisées. Aucun racket politique ou syndical n'a pu naître sur les cendres des incendies, aucun leader n'a pu s'autoproclamer ou être désigné par les médias pour représenter les jeunes révoltés, et aucun « SOS-Racisme » n'a pu tirer parti de la situation. Et les « plan-banlieues » apparaissent plus dérisoires que jamais.

Aucune réforme ne pourra calmer le jeu, parce que les éléments qui engendrent la révolte ne sont plus réformables : il faudrait défaire tout un nœud de déterminations que les gouvernants ont patiemment ficelé plusieurs décennies durant. Il faudrait, pour tout dire, en finir avec la France.

La révolte de cette jeunesse des banlieues pauvres est d'abord une éternelle jeunesse de la révolte : elle se renouvelle à chaque génération. Et alors que tout le monde célèbre, à chaque anniversaire, décennie après décennie, l'enterrement de 1968, voilà une jeunesse que l'on ne fera pas disparaître : elle mettait le feu en 1981, de nouveau en 1990, et la revoilà en 2005, avec les mêmes raisons d'avoir la haine, d'une génération à l'autre.

Le mensonge républicain n'abuse plus. Écoutons donc : « Il est aujourd'hui trop tard pour les grands ducs, d'adopter de nouvelles mesures, pour établir des conditions de vie supportables dans nos quartiers, qui de toutes façons n'ont jamais été vivables et ne le seront jamais. Nous ne voulons plus de dialogue avec le gouvernement ; nos pères, nos familles, ont suffisamment été abusés par les discours. Le dialogue est définitivement rompu, n'envisagez plus de nous endormir ».<sup>1</sup>

Une guerre de basse intensité se poursuit, et l'état d'exception policier a été, depuis 2005, complété par un état d'exception judiciaire. Ceux-là mêmes qui en appellent au rétablissement de l'Etat de droit dans les banlieues ne cessent de multiplier les mesures, administratives ou législatives, qui constituent autant de suspension des garanties juridiques élémentaires : le contrat implicite qui fondait l'exercice du droit bourgeois et républicain est rompu. Et l'Etat de droit, ainsi dépouillé, apparaît pour ce qu'il était déjà essentiellement : le simple droit de l'Etat.

<sup>1</sup> Texte publié sur Internet en novembre 2005, et signé « les combattants de la révolte du 93 ».

C'est pourquoi les campagnes, animées par des musiciens, des comédiens ou des footballeurs pour «inciter les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales», sont impuissantes. Bien que très fortement relayées sur le plan médiatique, ces initiatives révèlent toute leur hypocrisie en se heurtant au mur de la réalité. Ceux qui les lancent veulent nous faire croire qu'ils comprennent «des jeunes des quartiers» et sont semblables à eux. Mais le rappeur qui a signé avec une major a beau porter la même casquette, il n'est plus du même monde que ceux dont il prétend être le porte-parole. Ce n'est pas la panoplie qui compte, ce sont les idées, et les idées résistent rarement à la puissance corruptrice de l'argent. Le rappeur devenu star n'a pas intérêt à ce que les inégalités sociales se résorbent puisqu'il a fait un «bizness» de leur dénonciation. La logique capitaliste du succès est là pour stériliser le plus vite possible les potentialités de révolte qui cherchent à s'exprimer par la musique.

Le fossé entre ceux qui ont percé dans la chanson, la comédie ou le sport, et les anciens copains du quartier est devenu trop visible. De l'aveu même de la presse, les campagnes d'incitation à l'inscription des jeunes sur les listes électorales ne remportent aucun succès. Le discours stéréotypé des stars se heurte à l'évidence de la réalité sociale. Un comique comme Jamel Debbouze déclare par exemple, dans le journal *Libération* du 20 octobre 2006, que «si chaque citoyen prenait conscience de son pouvoir d'électeur, on arriverait à changer les choses et à construire une société plus juste». Toute l'expérience historique du prolétariat depuis un siècle nous enseigne à quel point cette idée est fausse.

Léon de Mattis, *Mart à la Démocratie*, L'Altiplano, 2007, p.62

L'affaire des Tartertrés en a fourni la première illustration. Un soir d'automne 2006, deux CRS égarés dans ce secteur réputé «chaud» de Corbeil-Essonne, en lointaine périphérie parisienne, avaient été littéralement lynchés par un groupe d'une vingtaine de jeunes gens (ce qui arrive, quand la patrouille se perd en territoire ennemi!). Plusieurs personnes furent ensuite arrêtées et emprisonnées, sur la base d'une dénonciation. L'épilogue judiciaire, au printemps 2007, fut une première, puisqu'on vit les accusés condamnés sur la seule base d'un «témoignage sous X» (le «témoin» conservant son anonymat lors de la procédure et ne paraissant pas à l'audience). Ainsi affranchi de la plus élémentaire publicité des débats – du moins en ce qui concerne le témoignage à charge, qui a toujours été un fondement de la justice républicaine – le tribunal put distribuer de très lourdes peines, allant jusqu'à huit ans de prison pour une simple affaire de coups et blessures.

Fin novembre 2007, après la révolte de Villiers-le-Bel<sup>2</sup>, qui vit 120 policiers blessés, pour la plupart par des tirs de chevrotines, le ministère de l'Intérieur fit circuler sur le territoire de ladite commune un appel à délation inédit : les personnes acceptant de dénoncer les tireurs pourraient non seulement «témoigner sous X» mais en plus percevoir une récompense de plusieurs milliers d'euros ! Le 18 février 2008 à l'aube, une gigantesque opération de police frappa Villiers-le-Bel, aboutissant à l'arrestation de 33 personnes soupçonnées d'avoir participé aux affrontements de novembre 2007... Le commissaire dirigeant l'opération confirma devant les caméras de la té-

C7 H16

À L'ENTRÉE DE L'HIVER, les banlieues ont cramé et c'est tant mieux. Parqués dans l'urbanité du capitalisme, n'ayant plus rien à espérer, à gagner... beaucoup se sont payé quelques feux

de joie. Tout semble avoir été dit sur les événements. De l'anthropologie à la phraséologie gauchiste, des visions de complots aux rengaines fascistes. Pourtant, parmi tout ça, nos voix ne sont pas passées. Mais la révolte, en acte, elle, était bien parlante. Expression de la colère, les émeutiers ont pu taper du poing sur la table. Taper fort et au plus près. Des voitures pour crier sa rage, se faire entendre. Attaquer les bâtiments qui représentent le quotidien et l'ennui : école, bus, mairie, CAF, Assedic...

Ça a été les hélicoptères autour de nos têtes la nuit, le couvre-feu et pourquoi pas l'armée. Pour finir la guerre. Ou alors balancer du fric à toute la clique associative, des boulots de larbins pour faire patienter. Mais l'on ne quémande pas un boulot, c'est la vie entière que l'on veut bouffer. Là-dessus, ils font leur petits jeux politiques, la campagne des présidentielles est déjà commencée. Rien à foutre, si Sarkozy est détesté, le prochain ministre de l'Intérieur le sera aussi.

Maintenant, ils nous bassinent avec leurs sociologues, leurs plans pour civiliser la banlieue. Certains se la ramènent, à coup de dialogue, de place de citoyen et, encore une fois nous ramène leur connerie de bulletin de vote. Hey, Joey Starr, t'as fait ta place au soleil à l'époque des bandes et des embrouilles. Et ça t'a bien servi, alors viens pas nous faire des leçons aujourd'hui. Lilian Thuram, t'es bien gentil, mais pendant ke tu chantes la Mar-seillaise, nous on la siffle. Nous on joue au foot sans crampons, et, si on en met, c'est pour mieux éclater des genoux, OK ?! Aussi, on n'oublie pas les appels au calme, les violences condamnées et la fatwa contre les émeutes. Chacun tire la couverture à soi. Et alors, ça fera revenir nos copains butés par la police, ceux qui croupissent en taule, ceux rallés et foutus dans des avions...? Notre haine n'est pas négociable, de génération en génération, c'est la même carotte. Affronter l'Etat et ses représentations, ceux qui se pavent pendant que l'on galère. Voilà le sens des émeutiers, de ceux qui ont la rage, de ceux qui ne veulent pas de la vie à laquelle on est condamné.

Y a rien de nouveau et rien n'est fini, ça ne fait que commencer. Le feu s'est propagé partout. Et il se propagera, de nouveau, de lui-même, car cette révolte est plus profonde que tous les mots d'ordre.

G LA RAGE ...



<sup>2</sup> Au moment d'éditer cette brochure, des peines allant de 12 mois de sursis à 3 ans ferme ont été requises contre 10 prévenus pour «jets de projectiles, en réunion et avec guet-apens». Pour les tirs à l'arme à feu, il y aura un autre procès aux assises fin 2009 [N.d.E.].

mais on ne peut pas espérer les avoir sous contrôle en toutes occasions. Il suffirait à présent d'un mort pour déclencher une révolte générale de la jeunesse : et cela ne se passerait plus du tout comme en décembre 1986 après l'assassinat de Malik Oussekine par les voltigeurs de la préfecture de police. Aucun leader étudiant (même soutenu par le s.o. cégétiste), aucun « SOS-Racisme », ne pourraient empêcher que les jeunes des banlieues pauvres et ceux de la *middle class* déclassée ne se retrouvent, dans la rue, dans une gare, sur un parking d'hypermarché, partout où il y a quelque chose à saccager.

Nous sommes nombreux à savoir que cette possibilité hante les gouvernants, et nous les avons surpris à avoir peur en décembre dernier – quand l'onde de choc de la révolte est arrivée de Grèce. Après quelques jours d'émeutes dans la plupart des villes grecques, en France, le ministre de l'Éducation annonçait subitement le report *sine die* de son projet de loi, sans autre forme de commentaire, coupant court aux manifestations incontrôlées. Au même moment, l'ancien Premier ministre socialiste Laurent Fabius déclarait : « Ce qu'on voit en Grèce n'est pas du tout, malheureusement, hors du champ de ce qui peut arriver en France »...

**Alèssi DELL'UMBRIA, avril 2009.**

l'évision qu'il y aurait bien une récompense financière pour les corbeaux. A ce jour, cinq des personnes arrêtées sont toujours incarcérées, sans aucune preuve à leur charge sinon un « témoignage sous X » payé cash.

La révolte de Villiers-le-Bel avait opéré un saut qualitatif : outre la grande variété de bâtiments incendiés (écoles, Mac Donald, concessionnaires auto, Assedic, postes de police, bibliothèque – peut-être avait-elle dans ses rayons un exemplaire de *La racaille...* ?), les révoltés avaient fait preuve d'un sens certain de l'organisation (guetteurs sur les toits communiquant par téléphones portables les mouvements de l'ennemi, talkies-walkies branchés sur la fréquence de la police, groupes très mobiles obéissant manifestement à une tactique étudiée...). Ils avaient aussi assuré un niveau de violence inédit en arrosant les CRS au fusil de chasse.

Villiers-le-Bel montre cependant qu'il arrive un moment où l'affrontement devient difficile à assumer sur place, dans la cité. Les déclarations vengeresses de Sarkozy, promettant la cour d'assises aux tireurs masqués de Villiers-le-Bel, ne laissent guère de doute quant au retour de manivelle... Aussi, le devenir de la révolte pourrait-il se traduire par le déplacement de la conflictualité. Par exemple, à la gare du Nord, en plein centre de Paris où, le 27 mars 2007, se retrouvaient unis contre la police des bandes du 93 (Seine-Saint-Denis) et des jeunes de Paris. Au départ, un jeune banlieusard voyageant sans ticket interpellé par les contrôleurs de la SNCF : une bande de la banlieue nord qui a l'habitude de traîner à l'intérieur de la gare intervient en sa faveur, et les contrôleurs appellent la police... Les forces de l'ordre, en tenue anti-émeute, ne pourront prendre le contrôle de la gare qu'après huit heures d'affrontements et de courses-poursuites à l'intérieur de la gare, dont les galeries commerciales seront saccagées en passant...

Dans l'émeute de la gare du Nord, les antagonismes violents qui avaient éclaté sur l'esplanade des Invalides<sup>3</sup>, lors du mouvement anti-CPE en mars 2006, ont été momentanément dépassés. Non dans le contexte symbolique d'une manifestation mais dans celui, banal, de la vie quotidienne : un espace neutre, où zonent tant de jeunes de la banlieue et où transite la foule anonyme des travailleurs qui se hâte d'un non-lieu vers un autre, se transforme pendant quelques heures en point de condensation. Il a suffi d'un incident pour que les habitués de ce non-lieu se retrouvent décalés, les uns par rapport à leur emploi du temps habituel, les autres par rapport à l'emploi ha-

<sup>3</sup>La manif du 23 Mars 2006 prit fin aux Invalides. Mis à part quelques rares affrontements avec les flics en surnombre, on vit surtout quelques jeunes lascars s'adonner à l'arrachage – somme toute normal – de portables ou autres appareils photos. Mais ces arrachages s'accompagnèrent parfois de lynchages envers certains manifestants[N.d.E.]

bituel de l'espace. Les téléphones portables ont fait le reste... Ainsi a-t-on pu entendre une foule composite crier, face aux CRS : « A bas l'Etat, les flics et les patrons ! ». Mais le plus beau aura été la participation des bandes de filles. Ces dernières avaient brillé par leur absence dans les affrontements à l'automne 2005, laissés à leurs frères. Loin du contrôle qu'exercent ces derniers dans la cité de banlieue, elles ont pu se la donner en profitant de l'anonymat.



L'élection de Nicolas Sarkozy aux présidentielles du printemps 2007 et le style de gouvernement qu'il a développé depuis confirment lourdement ce qui était entrevu dans *La racaille...* La banlieue nord de Paris, où un fort mouvement d'inscriptions sur les listes électorales avait eu lieu à partir de décembre 2005, a massivement voté Royal; autant dire qu'elle n'a participé au scrutin contre Sarkozy<sup>4</sup>. Il s'est pourtant trouvé des pères de famille arabes à voter pour celui qui incarnait à leurs yeux la même chose qu'aux yeux des français moyens : la restauration de l'autorité. Mais tout ceci n'a qu'une valeur anecdotique, les trois candidats en position éligible se disputant les mêmes thèmes de campagnes : l'idéologie de la croissance économique, le culte du travail et le discours sécuritaire. Le spectacle de la politique ayant atteint d'une façon aussi visible le degré zéro de la pensée, la différence entre produits semblables ne pouvait se jouer que sur la performance médiatique. Et les prétendus électeurs, spectateurs blasés d'un show médiatico-politicien, devaient fatalement accorder leur bulletin à celui qui crevait l'écran.

Aussitôt élu, Sarkozy eut l'habileté de désigner parmi ses ministres trois femmes is-

<sup>4</sup> Après la révolte de l'automne 2005, le conseil général de Seine-Saint-Denis avait voté la gratuité des transports pour les chômeurs et Rmistes du département. Toujours ça de gagné... Interrogée à ce propos durant sa campagne électorale, la Royal déclara que ce vote avait été une erreur, qui risquait de conforter les jeunes dans l'idée que les choses n'ont pas de prix. Pourtant, les jeunes du 93 savaient bien quel avait été le prix politique de ces transports gratuits...

aseptisé qui a les faveurs de la bande FM. « Quel con je voulais devenir quelqu'un / J'ai cramé l'école, elle m'a rendu quelconque / Rien à foutre que la terre soit ronde / Après tout on sera pas les maîtres du monde »... Ce CD est joint à une « revue à numéro unique » qui porte le titre éloquent : *C7 H16 – G la rage* (C7 H16 définissant la composition chimique de l'essence). Le numéro en question contient d'excellentes chroniques de la vie quotidienne en banlieue, écrites à la première personne... La présentation indique clairement : « A l'entrée de l'hiver, les banlieues ont cramé et c'est tant mieux »<sup>15</sup>. Voilà qui nous change des commentaires sociologiques. « Le feu s'est propagé partout. Et il se propagera, de nouveau, de lui-même, car cette révolte est plus profonde que tous les mots d'ordre »... Voyons, en regard, la pauvreté du discours idéologique – fût-il radical – qui ne sait pas s'échapper du cadre de l'écrit, là où la jeunesse révoltée redécouvre cette pratique de l'oralité que l'école de la République a précisément réussi à éradiquer partout ailleurs.

Quelles que soient ses limites, la révolte endémique des jeunes banlieusards a le mérite d'exister. Sans leader, sans organisation, avec seulement l'énergie de la colère et la ruse, ils sont devenus l'épine dans le pied de la France. Les révoltés ne cherchent pas à « interpeller la société » comme l'avait fait la génération de 1981 avec la Marche de 1983<sup>16</sup>. La question, c'est de savoir comment cette *armée de réserve du négatif* pourra rencontrer d'autres troupes de l'insatisfaction sociale, celles des enfants de la classe moyenne blanche, à leur tour précarisés et confrontés à la violence d'Etat.

Ce ne sont pas les centaines de milliers de manifestants qui défilent ces temps-ci, à chaque grève générale de 24 heures, encadrés par les syndicats et répétant le même rituel vide et triste, qui font frémir les gouvernants français. Ce sont ces jeunes collégiens et lycéens qui improvisaient en décembre dernier des rassemblements incontrôlés et « qui n'ont même pas de slogans » (dixit un proviseur). C'était à l'occasion d'un projet de loi du ministre de l'éducation, Xavier Darcos. Actes de vandalisme, agressions contre des chefs d'établissements et heurts sporadiques avec la police accompagnaient plusieurs de ces défilés.

Les responsables du maintien de l'ordre savent pertinemment qu'il suffirait que l'un de ces jeunes « manifestants » meure sous les coups de la police pour que tout explose – et ils sont bien placés pour savoir de quoi celle-ci est capable. On peut former et dresser des milliers de flics à pratiquer l'intimidation violente à grande échelle

<sup>15</sup> Texte reproduit p. 21

<sup>16</sup> Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits, lancée par un groupe de jeunes de la Z.U.P. des Minguettes en banlieue lyonnaise et à l'instigation du père Delorme, connu pour sa grève de la faim contre les expulsions. Elle fut récupérée à son arrivée à Paris par les socialistes, ce qui ouvrit la voie à « SOS-Racisme ».

pour les précaires »)? Et comment ceux qui ont provoqué l'état d'urgence pourraient-ils se joindre à la « parade des précaires » qui combine le style de la Gay pride au cortège syndical classique ?

Il faut aussi critiquer cette notion de *précarariat*, qui est au cœur de l'Euro May Day. Le travail précaire n'est qu'une forme du salariat, appelée à reprendre l'importance qu'elle avait avant l'ère fordiste. Il ne définit même pas tous les jeunes travailleurs issus des banlieues pauvres : que dire des *working poors* qui disposent d'un contrat à durée indéterminée ? Vouloir constituer à toutes forces un sujet « précaire » c'est raisonner, de façon classiquement syndicale, en terme de contrat. Et le contrat de travail ne garantit aujourd'hui plus rien, ainsi qu'en font l'expérience ces employés qui, arrivant un beau matin dans les locaux de l'entreprise où ils triment depuis des années, découvrent que machines et stocks ont été déménagés dans la nuit à l'autre bout de la planète. La précarité est, à la base, dépendance. Et cette dernière est universelle. Des grèves dans les *call-centers*, par exemple, annoncent que la main d'oeuvre flexible et dé-mobilisable ne se laisse plus imposer le chantage à la rareté de l'emploi. On fera à ce propos la même remarque qu'à propos des luttes de chômeurs ou de sans-papiers : l'essentiel n'est pas dans les concessions qu'ils peuvent arracher – toujours relatives – mais dans la constitution d'une expérience commune, d'un savoir, d'une sensibilité qui leur appartient en propre. Dans ce qui donne de la puissance.

Une question est souvent revenue lorsque j'ai été invité à parler de la révolte de 2005 en dehors de l'Hexagone : les révoltés ont-ils pris la parole après ? Sous-entendu, ont-ils pris la plume ? Le texte publié en annexe, *La révolte fait rage*<sup>14</sup>, qui a circulé par internet et dont le style, incisif et sans justification, exprime bien l'esprit de la révolte, est un cas unique : quand les révoltés de la banlieue prennent la parole, ce sont par des formes d'expression comme le rap ou le slam, privilégiant le débit verbal sur le style écrit, la réplique et la métaphore sur la démonstration.

Un Street-CD a circulé durant l'année 2006, avec des raps banlieusards, loin du rap



<sup>14</sup> Ce texte est reproduit p. 22

sues de l'immigration. Et Rachida Dati, ministre de la Justice, montra qu'elle était la femme de la situation en faisant voter début juillet 2007 une loi inspirée du système américain, et qui prévoit l'application automatique d'une peine-plancher en cas de récidive légale. Cette disposition, qui rompt avec l'une des bases du droit pénal français fondé sur l'individualisation des peines, a été à l'évidence dirigée contre la turbulente jeunesse des banlieues, qui bien souvent cumule de petites peines de sur-sis pendant plusieurs années. Son application a déjà surpeuplé les prisons : il faudra donc construire... Une chance inespérée pour un secteur du BTP en pleine crise. « Incarcérez, incarcérez, vos prisons seront nos universités... »

De façon plus anecdotique, en décembre 2007, la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, annonçait le retour de la fameuse « police de proximité » tant regrettée de la gauche française. Créée par le gouvernement socialiste Jospin à la fin des années 1990, elle avait été supprimée en 2002 par le ministre Sarkozy, qui l'accusait de laxisme envers les jeunes délinquants. Dans les conditions actuelles de tolérance zéro, et alors même que les brutalités policières suscitent de plus en plus systématiquement les réponses appropriées (comme à Villiers-le-Bel), la déclaration de MAM ne pouvait aller au-delà de l'effet d'annonce.

Mais le pouvoir dispose d'autres moyens pour imposer une proximité de la police. D'innombrables émissions télévisées font désormais partager au spectateur le quotidien des flics, tous services confondus : au moins deux ou trois fois par semaine sur les chaînes « grand public », la caméra les suit, au centre de formation, dans les rondes de nuit, lors des arrestations, durant les gardes à vue, au vestiaire du commissariat etc. L'empathie du spectateur pour ces flics soigneusement filmés à leur avantage finit par établir une proximité cathodique. Mais celle-ci pourrait s'avérer une arme à double tranchant à une époque où les moyens de filmer sont partout à l'affût, du caméscope familial jusqu'au téléphone portable, qui captent parfois la face cachée du scénario – au moment même où la ministre de l'Intérieur annonçait le retour à la « police de proximité », on pouvait voir un jeune lycéen se faire éborgner par un tir de *flash-ball* expédié à bout portant par un CRS cagoulé, lors d'une manifestation lycéenne à Nantes (scène filmée par un portable et retransmise par Indymedia). Un an après, des millions de spectateurs ont pu voir un jeune *black* de Montfermeil longuement matraqué par trois flics alors qu'il se trouvait au sol et menotté, dans l'entrée de son immeuble, la scène étant retransmise sur plusieurs chaînes nationales en quête d'audimat. Pour qui vit dans la rue, ce genre de *snuff movie* sera toujours plus crédible que les reportages grand public... En mars 2009, c'est un lycéen de 14 ans qui se retrouve dans le coma après avoir reçu une grenade tirée en tir tendu à quelques mètres par un CRS lors d'une manifestation à Bastia : la scène, filmée par un téléphone portable, circula dans toute la Corse et encouragea de vigoureuses ripostes

(deux flics grièvement brûlés lors d'affrontements quelques jours après à Bastia). Mais le petit écran fait aussi perdre la tête aux révoltés. Fin octobre 2006, les télé-spectateurs français sont plongés dans une ambiance d'attente médiatique : les incendies vont-ils reprendre pour l'anniversaire de la révolte ? Comme si les révoltés obéissaient à de telles contingences ! Une soif d'*agôn* incontrôlée poussa cependant certains jeunes, ça et là, à entrer dans ce jeu truqué. Deux ou trois autobus furent ainsi incendiés en banlieue parisienne, jusqu'à ce qu'un dérapage se produise dans les quartiers nord de Marseille. Un groupe de jeunes, après avoir bloqué un autobus et ordonné aux passagers de descendre, lança un cocktail Molotov à l'intérieur ; une jeune femme d'origine africaine, qui n'avait pu s'arracher à temps, fut grièvement brûlée. L'affaire fut montée en épingle par les médias pendant quelque temps, jusqu'à ce que les auteurs de cette opération malheureuse soient arrêtés (ils ont été condamnés à de très lourdes peines de réclusion par la cour d'assises d'Aix-en-Provence en 2008).

J'ai eu l'occasion de rencontrer, fin 2007, quelque part en Espagne, de jeunes ouvriers de la construction navale qui me dirent avoir été enthousiastes à l'automne 2005, en voyant à la télévision les jeunes des banlieues faire ce qu'eux-mêmes font fréquemment dans des manifestations : incendier les conteneurs à ordures, bloquer les autobus et y mettre le feu. Mais – leur fis-je remarquer – eux prennent le temps de laisser les passagers s'en aller...

La télévision exerce aussi son pouvoir fatal sur les jeunes de la banlieue. Ainsi, face à des journalistes réalisant des reportages sur le thème de la délinquance dans les cités HLM, nombre de jeunes « en rajoutent » délibérément dans la mise en scène d'une hypervolence, parce que c'est ce que les reporters attendent d'eux et pour « passer un message » aux bandes rivales. Arrive un moment où les bandes se trouvent ainsi prisonnières du rôle, engagées dans une surenchère de violence qui finit par leur échapper. Exploiter la soif d'*agôn*, le besoin de reconnaissance publique, en lui donnant un retentissement médiatique, est l'un des moyens les plus efficaces pour prendre le contrôle des révoltés.

Inversement, d'autres adoptent le profil bas, cherchant à se gagner une sorte de réhabilitation médiatique. Quiconque pénètre dans cette pseudo-agma spectaculaire, qui invite constamment à se justifier, y parlera un langage tendant au consensus (avec des formules toutes faites : « On ne nous donne pas de boulot » ; et certainement pas en assumant un refus du salariat pourtant explicite chez nombre de ces jeunes...). Construire un tel langage – assorti d'une condamnation implicite, voire explicite, des actes mêmes –, tel est le rôle de la sociologie. On aurait tort de sous-estimer les conséquences de ce discours omniprésent de la sociologie jusque dans les banlieues. En attendant, l'intérêt des médias pour la banlieue pauvre offre à certains opportu-

de leur énergie. La manif est calquée sur le mode du scrutin électoral : faire nombre. Mais ce nombre, converti en masse, n'a aucune importance stratégique puisqu'il s'agit seulement de se montrer ; et non pas de montrer le péril que constitue potentiellement la multitude assemblée, qui pourrait bien mettre en jeu cette puissance, mais de montrer son désarmement initial et final, son respect du parcours imposé<sup>12</sup>.

« Démonstration de force » annoncent les médias au lendemain d'une journée de manifestations syndicales. Depuis bien longtemps les manifs ne sont plus que des démonstrations de faiblesse – tant de gens dans la rue pour faire si peu de choses ! Et malgré le caractère vaguement festif qu'elles cherchent à se donner depuis une décennie, les manifs n'atteindront jamais la ferveur d'une procession religieuse ou le caractère délirant d'un cortège carnavalesque. On conçoit sans mal que les jeunes excités de la banlieue ne s'y sentent guère chez eux, en plus du fait qu'elles se déroulent toujours loin de leur territoire. Et même l'habituel affrontement de fin de manif ne les attire pas plus que ça ; en septembre 1990 déjà, les anars se plaignaient de ce que les bandes de banlieue ne se soient intéressées qu'au pillage du quartier Montparnasse, les laissant seuls pour affronter les CRS devant l'Assemblée nationale en fin de journée. C'est que pour ces jeunes, l'affrontement avec la police n'a rien de symbolique : c'est une guerre larvée, au quotidien, dans leur cité de banlieue où il faut défendre un territoire.

Avec ce qui précède, on comprendra que l'allusion à l'Euro May Day<sup>13</sup>, à la fin de *La racaille*, ait surpris plus d'un lecteur. D'autant plus si l'on prend en compte le fait qu'à Paris ce sont surtout des intermittents du spectacle qui animent l'Euro May Day, des gens plutôt éloignés des jeunes prolétaires banlieusards. Comment ceux-ci, dont je dis auparavant qu'ils n'ont aucun droit particulier à défendre dans la société (à propos des mouvements de chômeurs et de sans-papiers) pourraient-ils se reconnaître dans un programme comme celui de l'Euro May Day (« conquête de nouveaux droits

<sup>12</sup> Un des événements les plus remarquables, lors du mouvement anti-CPE du printemps 2006, aura ainsi été cette nuit d'avril où plusieurs milliers de personnes se déplacèrent de façon spontanée dans Paris, saccageant au passage ce qui méritait de l'être : là, point de manifestation mais une déambulation, une sorte de dérive politique au parcours imprévisible et insaisissable. On doute cependant qu'une telle promenade puisse avoir lieu en banlieue, où l'espace est à la fois distendu et fragmenté. D'autres modes de déplacement sauvage sont à imaginer...

<sup>13</sup> L'Euro May Day est née en 2004 à Milan - pour s'étendre à d'autres villes européennes par la suite - à partir de certaines luttes de travailleurs précaires et de sans-papiers ; cette manifestation, qui se déroule le 1er Mai hors du cortège syndical classique, a comme principal mot d'ordre " revenu garanti pour tous ".

Les incidents du 23 mars 2006, notamment sur l'esplanade des Invalides, avaient provoqué l'union sacrée de tous les défenseurs de l'ordre républicain. Cependant, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur ces agressions, elles révèlent un fait : pour beaucoup de jeunes de la banlieue, la manif n'assume pas du tout le caractère œcuménique et rassembleur qu'on lui assigne ; et on parle bien ici de manifs de jeunes, lycéens, étudiants etc. Comme le dit un texte écrit au printemps 2006 : « Finalement, n'est-ce pas plutôt la catégorie de manifestant qu'il nous faut interroger : le rituel des manifestations pacifiques avec itinéraire respecté, mot d'ordre et dispersion obligatoire en fin de parcours n'est-il pas un instrument aux mains du pouvoir pour empêcher le développement spontané des luttes sociales ? ». Le texte, après avoir dénoncé le fait que les manifs évitent toujours la banlieue, poursuit : « Ainsi, il nous faut, pour pouvoir accueillir la jeunesse révoltée des quartiers populaires, apprendre à inventer de nouveaux moyens de lutte, ce qui commence par choisir de nouveaux parcours de manifestations. Les assemblées de la coordination des étudiants (qui ont inscrit dans leurs revendications celles de l'amnistie pour les révoltés de Novembre et l'abrogation de toute la loi sur l'égalité des chances) ont régulièrement proposé des parcours de manifestations vers la banlieue ou à travers les quartiers populaires de Paris, mais les syndicats qui négocient, au final, les autorisations avec la Préfecture ont systématiquement ignoré leurs votes pour sacrifier au rite des éternels République-Bastille-Nation ou Denfert »<sup>11</sup>.

Le choix des parcours par les organisateurs est simplement révélateur. A Paris – où jamais une manifestation ne franchit le périphérique – comme dans les autres villes, toute manif a lieu invariablement sur les grands boulevards. Ceux-ci n'ont pas seulement eu pour fonction de transpercer l'opacité de la ville populaire, où l'émeute pouvait facilement se transformer en insurrection, mais aussi d'offrir un lieu pouvant canaliser l'émeute – toujours possible – sous la forme du cortège de manifestants, lesquels vivent aujourd'hui en majorité dans un espace suburbain plutôt organisé par la rocade que par le boulevard... Autrement dit, la protestation institutionnelle organise une sorte de schizophrénie spatiale, dans laquelle les bandes de banlieue ne rentrent manifestement pas. Elles témoignent, tout au contraire, d'un sens très vif de l'espace qu'elles traversent.

En finale, le fait que ces bandes ne s'intègrent pas aux manifestations devrait plutôt être vu comme un signe positif. Car il conviendrait de remettre en cause le principe même de la manifestation, cette promenade symbolique conçue pour vider les gens

<sup>11</sup> Texte daté du 26.04.2006, signé de Janos et Siryne Z., publié sur le site [www.indigenes-republique.org](http://www.indigenes-republique.org).

nistes l'occasion de se faire un peu de fric. Depuis 2006, une société vend ses services aux journalistes désireux de réaliser un reportage dans les cités de banlieues, prenant pour eux les contacts préalables et leur assurant une escorte durant la durée du reportage. Il n'est pas dit que ces *escort-boys* ne soient pas à leur tour accueillis en certains endroits à coups de pierres... Cette société est dirigée entre autres par un des animateurs de l'association de collabos « AC le feu ! », née à Clichy-sous-Bois après les nuits chaudes d'octobre 2005 pour calmer les jeunes (c'était cette association qui avait organisé la grande messe citoyenniste de décembre 2005 évoquée dans les dernières pages de *La Racaille...*).

\*

*La Racaille...* fut rédigée durant l'hiver 2005. Il s'agissait au départ d'un texte destiné à circuler sur Internet, mais L'échappée, qui en avait eu connaissance, se proposa d'en assurer la publication. Le texte fut un peu retravaillé, mais sans aucun doute insuffisamment. Il faut le lire comme une réflexion à voix haute consignée sur le papier, plutôt que comme une position construite : les matériaux sont là, en vrac, les fondations à peine ébauchées, et le débat est ouvert. Qui voudrait le lire autrement se perdrait en cours de lecture.

*La Racaille...* répondait à une sollicitation d'outre-Pyrénées : en l'occurrence, un texte fait à chaud et intitulé *Los malos tiempos ardieran*<sup>5</sup>, qui voulait saluer cette révolte et se démarquer des analyses de Jaime Semprun sur la barbarie et la guerre de tous contre tous, dont les banlieues françaises auraient constitué l'aboutissement, lesquelles considéraient la révolte de l'automne 2005 comme « nihiliste ». Les auteurs de *Los malos tiempos ardieran* sollicitèrent mon avis sur leur texte et, plutôt que d'argumenter ligne à ligne, j'avais préféré écrire directement sur les événements. C'est ce qui explique, par exemple, la digression sur Hobbes et sa théorie de la guerre de tous contre tous, évoquée dans les textes en question.

L'écriture de *La Racaille...* réagissait aussi à l'incompréhension de la plupart des gens croisés au quotidien : et certains, pourtant nés et ayant grandi dans les cités de banlieue – et qui avaient eu un jour ou l'autre, étant jeunes, l'occasion de caillasser un fourgon de police –, ne reconnaissaient plus cette nouvelle génération de la révolte. Des grands frères pourtant endurcis avouaient eux-mêmes leur appréhension devant la violence furieuse de ces adolescents. Indépendamment du fait que la révolte est

<sup>5</sup> Litt. «Les mauvais temps brûleront», rédigé et signé par : Grupo Surrealista de Madrid, Colectivo de Trabajadores Culturales La Felguera (Madrid-Tenerife), Oxigeno (Logroño), Las malas compañías de Durruti (Logroño-Zaragoza), Fahrenheit 451 (Madrid).

toujours anxiogène pour ceux qui y assistent – *a fortiori* en tant que téléspectateurs – beaucoup ne voyaient dans cette révolte que de la violence racailleuse exacerbée, jugement encouragé par les incidents des Invalides à Paris.

Prendre parti, donc, tout en sachant que la révolte n'a nul besoin de panégyriste. Pré-tendre restituer l'intensité de la situation vécue sans l'avoir directement éprouvée aurait été une imposture, comme la littérature « radicale » en est coutumière. L'intensité appartient à ceux qui ont mis le feu, et à eux seuls. Mais qui écrit sait aussi, pour l'avoir éprouvée en d'autres temps et d'autres lieux, que cette intensité existe; ce que les observateurs professionnels, sociologues ou journalistes, ignorent (où ont-ils passé leur jeunesse... ?). Il est à peine besoin de dire que le regard posé par *La racaille...* sur la révolte de l'automne 2005, pour être extérieur, procède aussi d'une expérience propre : proximité et distance vont et viennent tout au long du propos de *La racaille...*

Ce bref pamphlet, publié en France au printemps 2006, fut presque simultanément traduit et publié en Espagne par [pepitas de calabaza ed.] sous un titre, à mon avis meilleur par sa brièveté : *¿Chusma?* Une version italienne finit par être publiée au printemps 2009, sous le titre de *Il rogo delle vanità*; par ailleurs une version grecque avait été réalisée en septembre 2007 par ΛΕΟΞΙ sous le titre «Racaille» : *Αν αυτοί είναι αποβρασμάτα... τότε είμαι κι εγώ* et il est agréable de savoir que, parmi ceux qui ont fait flamber la Grèce en décembre 2008, certains avaient lu *La racaille...*

Par ailleurs, je voulais répondre au collectif « Les Indigènes de la République » dont



sur Facebook, rassemble sur une place trois cent jeunes qui incendient des poubelles et jettent des projectiles sur la police... (le groupe Facebook en question avait été lancé peu de temps auparavant avec pour objectif explicite de rassembler le maximum de gens pour faire une soirée « à l'arraché » sur cette place habituellement dévolue aux touristes). La *middle class* blanche, qui avait confié ses rejets aux ordinateurs, découvre soudain que ces derniers peuvent être détournés; que l'échange virtuel, dans sa douloureuse pauvreté, n'arrive jamais à effacer complètement la nostalgie d'un échange réel; qu'une soirée de branlette internet ne remplacera jamais l'excitation d'une bande qui déboule dans une rue piétonne ou une galerie commerciale...

La bande est donc une forme élémentaire du commun<sup>10</sup>; il y en a évidemment de toutes sortes, depuis le regroupement spontané de copains qui ont l'habitude de traîner et de débouler ensemble, jusqu'à des formes plus électives et plus organisées. Mais que deviennent l'intensité et l'énergie mises en jeu dans une forme de vie commune dès que celle-ci subit l'érosion du quotidien ou de la prison ? Le capital est capable de recycler toutes les énergies, ainsi qu'on peut le voir dans ces sociétés de sécurité qui emploient des jeunes, souvent plus si jeunes..., rescapés de la galère ou de la prison. Agents de sécurité, souvent d'un zèle odieux, que l'on envoie chasser du squatteur ou gardiennier les supermarchés de la banlieue pauvre. Ou comment retourner la fureur au service du capital... Le zèle professionnel de ces *pentiti* pourrait néanmoins s'avérer ne pas être à toute épreuve.

La relation de la bande aux autres est négative, encore plus s'il s'agit d'autres types de bandes, davantage liées à une mode (ex. la haine des jeunes de la banlieue, plutôt lookés hip-hop, contre les hard-rockers ou les gothiques, dans lesquels ils ne voient, et souvent à juste titre, que des gosses aisés se donnant un genre). Un mot à propos des incidents du printemps 2006 lors des manifestations lycéennes. En fait, il semble que les agressions des bandes banlieusardes contre des manifestants aient été circonscrites à Paris. Dans d'autres villes, les jeunes d'origine immigrée venus de la banlieue ont fait cause commune avec de jeunes *frankaoui* d'en-ville contre la police. En particulier à Toulouse, où les liens noués en novembre 2005 entre les uns et les autres se sont poursuivis lors des manifestations anti-CPE. Mais ce n'est pas cela le plus important.

<sup>10</sup>A ce propos, l'Assemblée nationale vient d'approuver la création du délit de participation à une bande violente, puni de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et considérant le fait de dissimuler son visage comme une circonstance aggravante. Le texte crée également le délit d'intrusion dans un établissement scolaire, et un amendement contre le caillassage des bus prévoit jusqu'à 5 piges de trou.



C'est l'incapacité de l'urbanisme à faire disparaître totalement ces points de condensation, qui résonne comme un échec des aménageurs et les conduit à s'interroger sur le « malaise des banlieues » et le « phénomène des bandes de jeunes »<sup>8</sup>. Il faut donc renverser le discours : la bande n'est pas le résultat de la relégation, la bande est ce qui enraye celle-ci. Sans la bande, aucun espoir de se construire une appartenance, de se créer un territoire. Que celui-ci soit éphémère ne change rien à la vérité de l'expérience commune. D'ailleurs les flics, qui réussissent à infiltrer les groupes extrémistes, avouent leur incapacité à en faire autant avec les bandes. C'est que là, l'appartenance n'est pas fondée sur le discours, religieux ou idéologique, mais sur la seule réalité de l'expérience quotidienne partagée, qui ne permet pas de mentir. Sarkozy sait ce qu'il fait quand il annonce, en mars 2009, un projet de loi prévoyant une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison pour le simple fait d'appartenir à l'une de ces 222 bandes recensées par la police politique. « Faire partie en connaissance de cause d'un groupement, même formé de façon temporaire, poursuivant le but de commettre des atteintes volontaires contre les personnes et les biens » : le syndicat de la magistrature peut pointer le caractère flou de la notion de bande et dénoncer le fait que « la présomption d'appartenance à une bande sera quasiment impossible à démontrer par les juridictions ». C'est précisément le flou qui entoure de telles notions qui les rend efficaces : la précision juridique dans la qualification des faits n'est plus de mise dans un état d'exception. C'est avant tout un certain rapport au monde que police et justice devront traquer<sup>9</sup>.

Être intégré, c'est être seul, indépendant – dit-on. L'on voit pourtant dans l'espace déréalisé de la métropole, où ne vivent plus que des individus singuliers, des rassemblements inattendus qui s'opèrent et portent la perturbation au centre de ce qui fut la ville. A Rodez, en janvier 2009, une centaine de jeunes connectés par Facebook se donnent rendez-vous en ville et se livrent à des déprédations et des pillages dans un grand magasin ; en mars, c'est à Tours qu'un rendez-vous, également pris

<sup>8</sup> Une personne de ma connaissance eut l'occasion, voici une vingtaine d'années, de rencontrer un architecte auteur de plusieurs villes nouvelles autour de Paris. Ce dernier se disait désolé de constater qu'après avoir fait le maximum pour offrir de l'espace, de l'air et de la lumière aux jeunes des grands ensembles HLM, ceux-ci préfèrent au contraire l'obscurité et l'étroitesse des caves...

<sup>9</sup> C'est ce même flou qui caractérise les lois antiterroristes et permet, par exemple, d'arrêter et emprisonner le 11 novembre 2008 un groupe de dissidents, accusés de sabotages, sous l'accusation de terrorisme.

je connaissais deux signataires. Leur déclaration d'intention, qui avait provoqué la fureur d'innombrables jacobins, avait au moins le mérite d'enfoncer une épine dans le pied de la République. Mais la révolte de l'automne 2005 allait bien au-delà de la question posée par les Indigènes, circonscrite à la thématique du « racisme post-colonial ». Aussi, leurs déclarations au moment de la révolte se situaient en deçà : s'ils ont été parmi les rares à exiger aussitôt la libération des emprisonnés, il me semble que les Indigènes voyaient dans les révoltés des victimes, là où ceux-ci se voyaient en combattants.

Après la calomnie médiatique, menée tambour battant, vint le temps des rationalisations. Une pluie d'ouvrages pondus par des collectifs de sociologues, d'urbanistes ou de philosophes s'est abattue sur l'Hexagone après novembre 2005. Et la pluie éteint le feu. Tous ces ouvrages ne posaient en fait qu'une question : comment cela a-t-il pu se produire, et donc comment éviter que cela ne se reproduise ? Le propos de *La racaille...* était évidemment tout autre : proposer un regard distancié sur la révolte et son contexte général, du point de vue de son devenir.

Le négatif à l'œuvre dans la révolte – pure joie de la destruction – transperce l'opacité du quotidien. Mais il n'en demeure pas moins que c'est bien en tant que banlieusards que les révoltés agissent. Cette entité que constituent « les jeunes de banlieue » n'est pas une création thématique de la sociologie ou de la police, mais un résultat imprévu de l'aménagement du territoire. Et l'urbanisme, qui avait pour objet de dissoudre toutes formes d'appartenance territoriale, a rencontré sa limite avec ces jeunes qui se bricolent spontanément de nouvelles appartenances. Dès lors, appréhender la révolte de l'automne 2005 en faisant abstraction de ses déterminations particulières, c'est rendre une telle révolte incompréhensible, en noyer les lignes de force et de faiblesse dans une pure incantation.

Trois décennies d'interrogations et d'analyses sur « les quartiers en difficulté », le « problème de la banlieue » ou celui des « immigrés seconde génération », ont certes réussi à isoler une révolte qui résonne pourtant comme une condamnation sans appel de toute la « société française ». Et d'ailleurs, pourquoi continuer à parler de « société française » dans *La racaille...*, alors même que tout le propos montre qu'il n'existe plus rien, en France, qui fasse société ? ! A la place, il y a « le social ». Et le social, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est à l'État qu'on le doit. Ainsi il y a la sécurité sociale, il y a l'assistance sociale, il y a le logement social, le centre social au milieu des logements sociaux, etc. Il y a même la sociologie.

Si le propos de *La racaille...* était d'appuyer là où ça fait mal, il arrive pourtant qu'il laisse filtrer, par automatisme, des lieux communs de la vulgate sociologique. Après

avoir évoqué l'incendie de bâtiments commerciaux ou d'entrepôts en banlieue, le texte cite le propos d'un jeune, interviewé par un quelconque média devant les décombres d'un magasin incendié et déclarant : « Ils se font des thunes sur notre dos, mais refusent de nous donner du boulot ». Même s'il est vrai que ces entreprises n'aiment guère employer des jeunes des cités HLM environnantes, le propos ainsi cité semble accréditer le lieu commun sur le chômage qui serait à l'origine de la révolte. Comme l'a fait remarquer avec pertinence un lecteur, on aurait plutôt quelque raison de penser que, dans bien des cas, ces bâtiments ont été incendiés par des gens qui y ont travaillé et fait l'expérience de l'exploitation la plus sordide – en fait, il y a eu plusieurs cas d'incendiaires arrêtés en novembre 2005 qui se trouvaient avoir jadis été employés dans l'entreprise dont ils avaient incendiés un bâtiment... Il se peut qu'en d'autres cas, des jeunes, persuadés qu'on leur avait refusé un boulot à cause de la couleur de leur peau ou de leur lieu de résidence – ou les deux à la fois –, aient profité des soirées agitées de l'automne 2005 pour se venger ; en ce cas, ce n'est pas une question de chômage. Se venger d'une atteinte à sa dignité humaine peut effectivement être une motivation suffisante pour incendier un bâtiment : mais certainement pas un vague ressentiment contre les entreprises qui ne « donnent pas de boulot ». Ce qui est plutôt en cause, là, c'est la banalisation de la vulgate sur le problème du chômage, que les jeunes reprennent à leur compte quand il leur faut s'exprimer devant les médias – alors que le problème serait plutôt celui du travail, ce que la majorité d'entre eux affirmera clairement dès que micros et caméras seront repartis vers d'autres interviews. En outre, si ce jeune acceptait ainsi de témoigner à la demande d'un média et devant des décombres encore fumants c'est que, selon toute évidence, ce n'était pas lui l'incendiaire...

Ces mots ressassés à longueur de temps finissent par opérer de façon subliminale. Par exemple, dans le discours officiel, un terme comme celui d'exclusion, qui renvoie de façon automatique à son double, l'intégration. A force de les entendre, on ne perçoit même plus qu'entre les deux termes s'opère un glissement révélateur. Si l'exclusion, du moins en ce qui concerne les jeunes de la *Suburbia* pauvre, est désignée comme une disgrâce collective, l'intégration, elle, est toujours désignée comme une grâce individuelle. S'intégrer, c'est se détacher de son territoire, de ses liens sociaux si ténus fussent-ils ; on parle des « exclus », on ne dit pas les « intégrés ». Tel lascar a créé sa boîte de fringues *free-style* maintenant connues dans le monde entier, traite d'égal à égal avec Nike et Reebok etc. On sait même qu'il est d'origine malienne, habite Sarcelles etc. Il est devenu un individu singulier. Pour un jeune de la banlieue pauvre, s'intégrer veut dire quitter sa bande pour accéder à la pure indépendance individuelle, vivre à son tour comme individu singulier, comme citoyen : « pris individuellement, ce sont de braves types... »

« Vous avez dominé nos parents. Nous, on est de la 3<sup>ème</sup> génération et on va ouvrir notre gueule. On nous traite comme des chiens. On est au chômage, on n'a pas d'argent et on nous regarde comme des étrangers... ». Ainsi parlaient, au pluriel, les jeunes de la cité HLM La Monnaie, à Romans (Isère)<sup>6</sup>. Mais une fois intégré, un jeune de banlieue ne parlera plus qu'au singulier.

Il suffit de comparer la densité du tissu de relations d'une personne qui a grandi dans une cité HLM avec celle d'une autre qui a grandi dans une zone pavillonnaire pour comprendre ce qui est en jeu dans la problématique exclusion/intégration<sup>7</sup>. Car l'on parle toujours d'exclusion à propos des habitants d'une cité HLM de la lointaine périphérie et jamais à propos de ceux d'une zone pavillonnaire tout aussi périphérique et encore plus mortelle. La moitié des habitants de l'Hexagone réside à présent dans la *Suburbia*. Et ce qui reste de la ville proprement dite n'est plus guère qu'une succession de quartiers dortoirs et de quartiers thématiques. Mais il existe des zones, isolées dans ce maillage indéchiffrable, qui constituent des points de condensation d'une détresse partout ailleurs silencieuse. Les jeunes des cités HLM font une expérience que peu de gens ont l'occasion de faire d'une manière commune. C'est cette communauté de l'expérience qui est explosive et que la sociologie tente de conjurer par le discours sur « les jeunes des banlieues victimes de l'exclusion ».

Il y a exclusion, ou relégation, non parce qu'on vous envoie vivre à 10 ou 15 km de la tour Eiffel, mais parce qu'on vous assigne à résidence dans un non-lieu, dans un endroit qui ne sera jamais *habité*. On se loge – on nous loge, plus précisément – mais on n'habite pas. Seules les bandes de jeunes s'efforcent d'habiter, là où l'on n'est autorisé qu'à se loger. Alors que les militants réclament du logement, à grands cris, et du logement social (se gardant bien de dresser le bilan de cette fameuse « politique du logement social »), les jeunes révoltés veulent quelque chose que l'on n'obtient pas par négociation : ils veulent *habiter*. Il n'y a pas une ville, dont ils seraient exclus tels les Juifs de la Venise médiévale parqués dans leur ghetto : il y a simplement un espace aménagé de sorte qu'on ne puisse l'habiter ; et, dans cet espace, certains endroits où l'on éprouve encore le besoin d'habiter, et avec lui le sentiment de frustration.

<sup>6</sup> En périphérie de cette petite ville de 32 000 habitants – capitale française de la chaussure jusqu'à ces dernières années ! – ces jeunes ont affronté la police tout le week-end du 27/28 septembre 2008, à la suite de la mort d'un des leurs lors d'une course-poursuite avec les flics, des coups de feu furent même tirés sur les CRS.

<sup>7</sup> Ceci dit, rien n'empêche non plus un ambitieux entreprenant d'exploiter cette densité de relations pour arriver à s'intégrer : tel racailleux reconverti lance sa boîte de sécu en embauchant ses vieux copains...